

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Aix en Provence, le 9 juillet 2020

Unité Départementale des Bouches du Rhône
Subdivision d'Aix-en-Provence
30, rue Albert Einstein – Bâtiment G
CS 90448
13594 AIX-EN-PROVENCE

D-0210-2020 - Aix
S3IC 64-02175-P1

D/SPR/307/2020

La Directrice Régionale

à

Monsieur le Directeur
GAZEL ENERGIE
Centrale de Provence
B.P 26

13590 – MEYREUIL

Objet : Conclusions de la visite d'inspection du 11 décembre 2019 dans l'établissement GAZEL ENERGIE, Stockage de cendres « Terril de Bramefan », situé sur la commune de Fuveau.

Réf. : Vos courriers électroniques en réponse du 05 et 12 février 2020.

Pièces jointes. : 3 fiches d'écart de la visite d'inspection du 11 décembre 2019
1 nouvelle fiche d'écart suite à l'analyse des éléments transmis

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection le 11 décembre 2019.

Cette visite, non exhaustive, était axée autour des points particuliers suivants :

- Contexte économique et social ;
- Suite de la dernière inspection (27 août 2018),
- Respect de certaines dispositions des chapitres 1.5, 4.3, 9.1 et 10.2 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2017.

Suite à cette visite d'inspection, trois fiches d'écart et une liste de quatre remarques vous ont été notifiées par l'Inspecteur de l'environnement spécialité installations classées.

Par courriers visés en référence, vous m'avez fait part de vos observations, compléments d'information et/ou engagements en réponse à ces constats.

Écarts relevés :

Écart n°1 : Vous deviez nous transmettre sous 1 mois le porter à connaissance relatif aux modifications des bassins (dimensionnement, circuits d'écoulement, entretien des végétations...) du fait des modifications survenues sur le site (implantations, végétations...).

Vous nous avez transmis le porter à connaissance par courrier électronique du 05 février.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante.

Écart n°2 : Les éléments relatifs au suivi des décanteurs-séparateurs hydrocarbures (fiche de suivi du nettoyage, bordereaux de traitement des déchets issus...) ne sont pas à disposition de l'Inspection des Installations classées.

Vous nous avez indiqué que les travaux d'installation du séparateur hydrocarbures ne sont pas réceptionnés. Vous vous engagez à mettre en place le suivi hebdomadaire une fois la mise en service effectuée.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. Je vous rappelle que l'exploitation de votre site ayant démarré (transfert du stock de cendre de la centrale), vous devez respecter les dispositions de votre arrêté préfectoral.

Écart n°3 : Vous ne relevez pas une fois par semaine la hauteur des eaux pluviales dans les bassins prescrits à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2017.

Vous nous avez indiqué que la hauteur des eaux pluviales sera relevée toutes les semaines.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante.

Remarques particulières relevées :

Les remarques ont fait l'objet de réponses satisfaisantes.

Concernant la remarque n°4, vous indiquez qu'une analyse des eaux souterraines ainsi qu'une proposition de valeurs seuils ayant permis une comparaison nous seront envoyées d'ici le 30 juin 2020.

Je vous rappelle que l'exploitation de votre site ayant démarré (transfert du stock de cendre de la centrale), vous devez respecter les dispositions de votre arrêté préfectoral.

En particulier, vous devez définir les seuils de détection permettant de comparer les résultats d'analyse avec les valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuils de qualité fixée par le SDAGE...)

Cette remarque est requalifiée en nouvel écart n°4. Je vous demande donc d'apporter les éléments de réponses sous 1 mois.

Enfin, je vous rappelle que les résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines doivent être transmises au moyen de l'interface GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier sera publié sur le site Internet de la DREAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la directrice et par délégation

Le chef de l'unité risques chroniques et
sanitaires